

Séance ordinaire du jeudi 16 décembre 2021

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Yvan NOSBE, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Yves BARRAL ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Jean-Dominique DELAVEAU, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Agnès SAURAT, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Laurent NISON ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Clothilde OLLIER, Joëlle URBANI

Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des emplois et des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité :

I. Créations et suppressions de postes permanents issues du fonctionnement des services

1. Créations de postes permanents

Filière administrative :

- Adjoint administratif : la création de deux postes à temps complet ;
- Adjoint administratif principal de 2^{ème} classe : la création de vingt-deux postes à temps complet ;
- Adjoint administratif principal de 1^{ère} classe : la création de vingt-neuf postes à temps complet ;
- Rédacteur principal de 2^{ème} classe : la création d'un poste à temps complet ;
- Rédacteur principal de 1^{ère} classe : la création de quatre postes à temps complet ;
- Attaché principal : la création de trois postes à temps complet ;
- Attaché hors classe : la création de deux postes à temps complet.

Filière Technique :

- Adjoint technique : la création de deux postes à temps complet ;
- Adjoint technique principal de 2^{ème} classe : la création de cent cinquante-trois postes à temps complet ;
- Adjoint technique principal de 1^{ère} classe : la création de cinquante postes à temps complet ;
- Agent de maîtrise principal : la création de vingt-trois postes à temps complet ;
- Technicien principal de 2^{ème} classe : la création de deux postes à temps complet ;
- Technicien principal de 1^{ère} classe : la création de quatre postes à temps complet ;
- Ingénieur : la création d'un poste à temps complet ;
- Ingénieur principal : la création de deux postes à temps complet ;
- Ingénieur hors classe : la création d'un poste à temps complet.

Filière culturelle :

- Adjoint du patrimoine principal de 2^{ème} classe : la création d'un poste à temps complet.

Filière animation :

- Adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe : la création de quarante et un postes à temps complet 35 ;
- Adjoint d'animation principal de 1^{ère} classe : la création de treize postes à temps complet ;
- Animateur : la création d'un poste à temps complet ;
- Animateur principal de 2^{ème} classe : la création d'un poste à temps complet ;
- Animateur principal de 1^{ère} classe : la création d'un poste à temps complet.

Filière médico-sociale - Sous filière sociale :

- ATSEM principal de 1^{ère} classe : la création de quarante-quatre postes à temps complet ;
- EJE de classe exceptionnelle : la création de sept postes à temps complet.

Filière médico-sociale - Sous filière médico-sociale :

- Auxiliaire de puériculture principal de 1^{ère} classe : la création de trente et un postes à temps complet ;
- Puéricultrice de classe normale : la création d'un poste à temps complet ;
- Puéricultrice hors classe : la création d'un poste à temps complet ;
- Cadre de santé de 2^{ème} classe : la création d'un poste à temps complet ;
- Cadre de santé de 1^{ère} classe : la création d'un poste à temps complet ;
- Cadre supérieur de santé : la création d'un poste à temps complet.

Filière police municipale :

- Brigadier-chef principal de PM : la création de treize postes à temps complet ;
- Chef de service de PM principal de 1^{ère} classe : la création d'un poste à temps complet.

Filière sportive :

- Educateur territorial des APS principal de 2^{ème} classe : la création d'un poste à temps complet

2. Suppressions de postes permanents après avis du Comité Technique du 18 novembre 2021.

Filière administrative :

- Rédacteur : la suppression d'un poste à temps complet ;
- Attaché : la suppression d'un poste à temps complet.

Filière technique :

- Adjoint technique principal de 2^{ème} classe : la suppression de deux postes à temps complet ;
- Adjoint technique principal de 1^{ère} classe : la suppression d'un poste à temps complet ;
- Agent de maîtrise principal : la suppression d'un poste à temps complet ;
- Technicien principal de 1^{ère} classe : la suppression d'un poste à temps complet ;
- Ingénieur principal : la suppression d'un poste à temps complet.

Filière animation :

- Adjoint d'animation : la suppression d'un poste à temps complet ;
- Adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe : la suppression d'un poste à temps complet.

Filière médico-sociale - Sous filière médico-sociale

- Auxiliaire de puériculture principal de 1^{ère} classe : la suppression d'un poste à temps complet.

II. Ouverture de postes permanents au recrutement d'un agent non titulaire

Conformément à l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il convient d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur les emplois permanents mentionnés dans **l'annexe 1** ci-jointe.

III. Créations de postes non permanents issues du fonctionnement des services

1. Contrat de projet

Il est proposé de créer un poste non permanent conformément au décret n°2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la fonction publique pris en application de l'article 17 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique.

Il s'agit d'un poste de catégorie B de la filière administrative (rédacteur), au sein de la Direction de la sécurité et de la tranquillité publique, afin de mener à bien le projet ou l'opération identifiée qui suit :

Il s'agit de participer à la mise en œuvre de la politique de lutte contre l'habitat indigne. L'agent devra justifier d'un diplôme en santé publique, gestion des politiques publiques ou sociologie.

L'agent assurera à temps complet les fonctions de **Chargé de permis de louer**.

Le contrat prendra fin lors de la réalisation du projet ou de l'opération susmentionnée ou après un délai d'un an minimum si l'opération ne peut pas être réalisée. Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse lorsque le projet ou l'opération prévue ne sera pas achevée au terme de la durée initialement déterminée. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans.

Son niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire du cadre d'emplois concerné, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 21 décembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Madame la Première Adjointe**

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 21 décembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe 1 confirmations

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20211216-173609-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 21/12/21
Réception en Préfecture : 21/12/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.